du mot "immoral" est "qui est contraire aux usages établis" et que la moralité a changé avec les pays et les âges. Nous sommes à décider ce qui sera un usage dans ce pays, et je n'hésite pas à dire qu'il se pourrait bien qu'en cherchant à résoudre ce problème nous réussissions à établir une morale plus haute que celle qui règne présentement. En somme, qu'est-ce que le mariage? A coup sûr, le principe du mariage est tout bonnement l'union d'un homme et d'une femme. Chez les animaux d'ordre inférieur à la race humaine, nous avons l'union du mâle et de la femelle. Pour ce qui est des êtres humains, cette union a été entourée de certaines sanctions.

M. McMASTER: Fort à propos.

M. WOODSWORTH: Bien à propos, comme le dit l'honorable député de Brome, car de nos jours il n'est pas d'homme ou de femme qui puisse ne pas tenir compte des droits de la société et du bien-être des nations en général. De longues années, des siècles durant, ces sanctions relevaient de l'autorité ecclésiastique. Je prends pour acquis que selon les lois d'Angleterre, nous sommes dans une très large mesure exempts de la domination d'une église particulière, et que nous avons dépassé cette période où un certain corps ecclésiastique pouvait dicter aux fidèles d'une autre religion leur conduite. A un degré considérable, l'institution même du mariage repose sur certains droits et conventions touchant la propriété. On ne le conteste pas beaucoup, et c'est peut-être une nécessité de sauvegarder ainsi certains droits de propriété pour maintenir le régime de la propriété. Cela, je pense, peut se pratiquer même sous le régime du divorce. A mon sens, le bien-être de l'homme et de la femme intéressés l'emporte infiniment en importance sur toute considération de propriété.

Je le demande: si on refuse le divorce, quel autre parti s'offre? Nous avons pour la plupart une assez grande expérience des mœurs courantes pour reconnaître que très souvent ce parti, c'est des liaisons irrégulières de tout genre, et il est discutable au point de vue moral s'il ne vaut pas mieux agir ouvertement et au grand jour, que d'en venir à des arrangements clandestins ou illicites de toute nature. Je conviens volontiers d'un élément idéal dans le mariage. Quelques-uns des honorables préopinants sont enclins à regarder le mariage comme un sacrement. J'aime presque le mot, pas du tout dans le sens ecclésiastique, mais plutôt dans l'acception d'union spirituelle dans les relations idéales qui devraient exister entre mari et femme. Mais permettez-moi de parler de l'autre aspect,

[M. Woodsworth.]

quand il n'y a pas d'amour dans une union, dans lequel cas la situation de la femme sous le régime de la loi matrimoniale ne vaut peut-être pas mieux que celle d'une prostituée légalisée, et c'est contre cette situation que je proteste. Je parle spécialement de la femme parce que le mariage est bien plus important pour elle que pour l'homme. La situation de la femme, quand elle a perdu tout amour pour son mari, voire le respect à son égard, est intolérable dans les conditions actuelles, et il devrait y avoir moyen d'y remédier en réalité.

On a parlé des effets du divorce sur les enfants, et, à mon avis, c'est une des plus fortes raisons de restreindre le divorce; mais je ne puis fermer les yeux sur le fait que dans un foyer sans union réelle des époux, la position des enfants n'est aucunement idéale. Sous plusieurs rapports, dans ces circonstances, on pourrait dissoudre le foyer et assurer aux enfants une vie plus heureuse et de meilleures promesses d'avenir en les éloignant d'une telle maison. Donc, même à considérer l'intérêt des enfants, je ne puis convenir qu'il faille maintenir inviolable le lien matrimonial dans toutes les circonstances imaginables.

Puis-je indiquer que cette revendication d'une plus grande mesure de liberté quant à l'annulation du contrat de mariage, provient, jusqu'à un certain point du moins, de la position plus haute atteinte par les femmes? Durant plusieurs générations, plusieurs siècles, la femme a passé pour un être clairement inférieur. Sa situation juridique a été inférieure, ses occasions de s'instruire, sa situation économique. En certains cas, elle n'était guère plus qu'une chose. En plusieurs cas, elle avait peu de droits de propriété et se trouvait ainsi plus ou moins sous la mainmise et la domination de son mari, quoiqu'il arrivât. Il me fait plaisir de songer qu'à cause de diverses évolutions historiques, les femmes se placent graduellement sur un pied d'égalité avec les hommes. S'il en est ainsi, il faudra le reconnaître dans nos diverses institutions publiques.

M. McMASTER: On le reconnaît.

M. WOODSWORTH: Oui. C'est simplement un autre indice des revendications en faveur de cette reconnaissance. En terminant, car je veux simplement indiquer ces positions, permettez-moi de faire remarquer que la seule chose demandée dans ce projet de loi, c'est que la femme de l'Ouest soit placée dans la même position que la femme dans l'Est canadien. Certes, on ne doit pas lui refuser ce droit. Comment une personne dans l'Est canadien peut-elle refuser ce droit aux gens de l'Ouest? De plus, le bill demande simplement